



Chères et chers collègues de l'AWEPA,

L'AWEPA mène avec succès son activité dans de nombreux pays d'Afrique, dans des programmes très divers. L'un des deux projets pour le développement de la démocratie soutenus par la Suisse, le Forum parlementaire des Etats membres de la Conférence Internationale sur la région des Grands Lacs est en bonne voie. La délégation de la section suisse de l'AWEPA, composée de *Therese Frösch* (coordinatrice politique du projet et ancienne conseillère nationale), *Pierre-François Veillon* (membre du comité et conseiller national) et moi-même comme présidente de l'AWEPA Suisse et conseillère nationale, a pu s'en convaincre lors d'une courte et fructueuse mission d'évaluation : nous avons visité en janvier Kinshasa, Kigali et Bujumbura et avons pu nous

Etats membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs

- 1 Soudan
- 2 Soudan du Sud
- 3 République Centrafricaine
- 4 République du Congo
- 5 République Démocratique du Congo
- 6 Rwanda
- 7 Burundi
- 8 Ouganda
- 9 Kenya
- 10 République Unie de Tanzanie
- 11 Angola
- 12 Zambie



La Suisse (même échelle)

faire une image du développement du Forum au travers de nombreuses discussions avec des parlementaires, des sénateurs, des collaborateurs de projet et des fonctionnaires du Congo, du Rwanda et du Burundi. Créé en 2008, le Forum regroupe aujourd'hui 12 Etats qui entourent les Grands Lacs, du Congo à la Tanzanie, et de la Centrafrique à l'Angola. Dans la mesure du possible, les parlementaires de tous ces Etats se rencontrent une fois l'an au sein de ce forum, qui est organisé sur le plan logistique et thématique par divers comités avec le coaching de l'AWEPA. Le but principal, au centre de toutes les préoccupations, c'est la paix et la sécurité. Cette priorité a été confirmée et soulignée par tous les partenaires, en raison des relations conflictuelles entre les pays participants et de leur histoire commune compliquée. Que ce Forum puisse un jour former des commissions qui adoptent des stratégies communes en matière de formation,

de santé ou de développement économique, reste une musique d'avenir. Mais que ce Forum parvienne tout simplement à exister en cette période d'instabilité politique et de conflits quasi insolubles est un acquis précieux et en soi un véritable succès. Des sujets brûlants sont traités durant ces rencontres, la violence envers les femmes, la bonne gouvernance, des règles légales pour les compagnies minières, le chômage des jeunes. Le plus marquant et nouveau, c'est l'instauration d'un dialogue sur le niveau législatif. Toute coopération demande un réseau de communication et cette base existe désormais. Nous espérons que la DDC continuera de donner une chance à ce projet et le soutiendra durant la prochaine législature. ●

Maja Ingold,
présidente de l'AWEPA Suisse

Agenda

- ✗ AWEPA Suisse:
Réunion du comité
Jeudi 10 septembre,
7 h 15, Salle 7
- ✗ AWEPA international:
MDG Parliamentary Seminar
on «Peace, Security and Sustainable Development»,
Bruxelles, 8 et 9 octobre

Une situation de plus en plus préoccupante

Parmi les élites politiques africaines, une soif de modifications constitutionnelles se répand. En dépit d'une durée de fonction limitée à deux mandats, au Rwanda *Paul Kagame* aspire à un troisième mandat, il en va de même avec *Joseph Kabila* en République démocratique du Congo, au Congo-Brazzaville *Denis Sassou-Nguesso* s'empare de la question, et en Ouganda la succession de *Yoweri Museveni* n'est pas non plus réglée.



Auteur: Dr. Markus Weilenmann, conseiller politique de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) jusqu'au printemps 2015

Mais ces derniers mois un pays se place au premier plan à ce sujet – le Burundi, où le président *Pierre Nkurunziza*, par soif de pouvoir, accepte un éclatement de l'Etat et de la société. Son annonce fin avril de se représenter aux élections, malgré une règle constitutionnelle et l'accord d'Arusha pour la paix n'autorisant que deux mandats, avait déjà conduit à plusieurs semaines de protestations dans la rue, réprimées dans le sang. Mi-mai, une tentative ratée de coup d'état s'en est suivie, pour chasser le président Nkurunziza du pouvoir.

Emprisonnements, torture, exécutions, fuite

Une restriction massive de la liberté de parole et de la presse s'en est suivie, avec la fermeture et la destruction de toutes les stations de radio privées et la persécution des personnes et organisations critiques envers le gouvernement. La période pré-électorale (avril-juin) a vu à elle seule 100 manifestants sans défense tués par les forces de police. Autour de 1000 manifestants ont été jetés en prison et certains torturés par les services secrets. Près de 170000 personnes ont fui vers les pays voisins

ou en Europe – parmi elles le porte-parole du président, le 2e vice-président, le vice-président de la Cour constitutionnelle et le président du Parlement.

Résultats diffusés avant les élections

Les élections du Parlement, du Sénat et du Président se sont réduites à une farce et ont été boycottées par l'opposition. En raison d'une maladresse de la Commission électorale nationale CENI¹, les résultats électoraux (clairement fabriqués) de l'élection au Parlement ont circulé dans les cercles onusiens et diplomatiques avant même leur tenue, et pour les élections à la présidence du 21 juillet, le seul candidat sérieux – formellement non rééligible – à se présenter fut le président Nkurunziza. Après les élections, qu'il a bien entendu remportées, le calme semblait tout d'abord être revenu et les premières voix soutenant une démarche pragmatique se sont fait entendre, sans compter l'entrée dans le nouveau Sénat d'Agathon Rwasa, chef du plus important parti de l'opposition FNL, malgré un boycott préalable des élections.



Attentat contre Adolph Nshimirimana

Mais le 2 août déjà, tout avait changé. Ce dimanche-là, le tristement célèbre général de l'armée et ancien chef des services secrets, Adolph Nshimirimana, considéré par beaucoup comme le bras droit du chef d'Etat, fut victime d'un attentat. Et à Addis Abeba, les partis d'opposition restants se sont regroupés en une plateforme commune CNARED, avec pour objectif de restaurer les structures constitutionnelles démocratiques et de chasser le président Nkurunziza du pouvoir, de gré ou de force. De ce moment, des appels à prendre les armes se font ouvertement entendre.

Comment a-t-on pu en arriver là? Au cours de ces dernières années, le Burundi semblait se remettre assez bien de la dernière guerre civile (1993 – 2000), une société politique et civile active et diversifiée s'était développée. Après les longues années de régime tutsi, une surprenante liberté de parole et de presse s'est imposée, les bailleurs de fonds internationaux soutenaient activement les projets de démocratie et de décentralisation, l'armée et la police recevaient une formation, des projets de gestion du passé ont été réalisés, etc. Lors de la conférence internationale des bailleurs de fonds en 2012 à Genève, le Burundi s'était encore engagé à prendre des mesures pour améliorer la situation dans le domaine des droits humains, pour la promotion de l'Etat de droit, le soutien à la démocratie, l'organisation d'élections ouvertes et transparentes, etc. et le Burundi a réitéré son engagement en décembre 2014. Or maintenant, tout a changé.

Signes avant-coureurs

Les signes avant-coureurs n'ont pas manqué: en mars 2014, la rumeur circulait que le gouvernement Nkurunziza mettait sur pied dans l'est congolais une jeune milice paramilitaire, l'Imbonerakure, sur le modèle de l'effrayante Interahamwe, et l'intégrait dans les structures de la police; en mai et en juin, les comptes-rendus en provenance de l'intérieur du pays se

¹CENI = Commission Électorale, Nationale et Indépendante

multipliaient sur des cas de tortures et de meurtres d'ordre politique ; en septembre 2014, trois religieuses ont été tuées à Bujumbura, parce qu'aux yeux des services secrets, elles en savaient trop sur les jeunes milices; en octobre, des rapports faisaient état de 40 cadavres flottant dans le lac Rweru (nord-ouest) ; des politiciens de l'opposition et des représentants de la société civile ont été jetés en prisons sous des prétextes fallacieux, des partis politiques de l'opposition éliminés, etc.

Les bailleurs de fonds internationaux ont-ils entrepris quelque chose ? Comment le « principe de conditionnalité de la coopération » s'est-il manifesté ? Certes, les bailleurs de fonds se sont entre-temps retirés, dans la mesure du possible, de la coopération gouvernementale, l'aide budgétaire a été réduite (le ménage de l'Etat du Burundi est financé à 52 % par des bailleurs de fonds), des appels au dialogue ont été lancés, la Communauté d'Afrique de l'Est CAE et l'Union africaine ont été soutenues par des efforts de médiation en construction – et sinon ? Dans l'ensemble, l'engagement des bailleurs de fonds se réduit à un retrait et un appel. Il est justifié de demander si cela suffit, si sous « conditionnalité de la coopération », il ne faudrait pas comprendre quelque chose qui va plus loin. Car les réfugiés qui traversent tous les jours la Méditerranée sont aussi une conséquence de cette dérobade politique.

● Markus Weilenmann

Réunion du comité exécutif du Forum parlementaire des Grands Lacs à Kinshasa

Le Forum parlementaire regroupe douze Etats. Presque tous sont liés par une frontière commune. Les conflits se propagent facilement d'un pays à l'autre. La prochaine assemblée plénière du Forum parlementaires des Grands Lacs, qui se tiendra en décembre à Luanda/Angola, a été préparée fin juillet à Kinshasa.

J'ai suivi sur place la réunion du Conseil exécutif, avec le chef de projet de l'AWEPA, *Patrick Luabeya*. Nous avons pu constater avec satisfaction que le Forum fait de réels progrès et se consolide lentement mais sûrement. Dix des douze Etats ont envoyé leurs délégations parlementaires. La délégation du Burundi n'a malheureusement pas fait le voyage, en raison de la crise politique qui sévit dans ce pays. La Tanzanie manquait également car les parlementaires étaient en pleine campagne électorale. Comme signes positifs, relevons la présence de la délégation angolaise. L'Angola est le dernier membre à avoir adhéré au Forum et accueillera en décembre à Luanda la prochaine assemblée plénière.

Le processus de paix dans la région se heurte aux troubles guerriers et aux crises du gouvernement au Soudan du Sud, en République centrafricaine et depuis peu au Burundi (voir à ce sujet, le compte rendu en page 2). Il est par conséquent primordial que le dialogue se poursuive à tout prix entre les pays concernés et leurs parlements. Il a été décidé à Kinshasa d'envoyer prochainement au Burundi une délégation, qui s'engage au nom

du Forum des douze Etats des Grands Lacs pour une résolution pacifique du conflit.

Après d'intenses discussions, le forum exécutif a adopté à l'intention de la réunion plénière différentes résolutions sur les conflits au Burundi, en République centrafricaine, au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo (est congolais).

Le Forum n'est fort et actif que dans la mesure de l'engagement de ses membres. Le secrétaire général lance chaque fois un appel aux douze Etats membres pour qu'ils versent ponctuellement leurs cotisations en tant que membre. La morale de paiement laisse encore à désirer, mais des progrès sont à noter : ainsi, la majorité des parlements ont pris eux-mêmes en charge les frais de voyage de leurs délégué-e-s. Et l'Ouganda s'est acquitté en une fois des cotisations en souffrance depuis 2012, pour un total de 700 000 dollars. Le budget annuel du Forum se monte à 1.5 million de dollars. La Suisse et la Belgique y ont chacune contribué jusqu'ici à raison de 10 %.

● *Therese Frösch*, coordinatrice politique du Projet des Grands Lacs

Interview de Pierre-François Veillon à propos de sa visite dans la région des Grands Lacs

« Renforcer la résolution de problèmes dans cette région touchée par la guerre et la violence »

Quelles étaient les raisons et le but de cette mission ?

Evaluer le processus du forum parlementaire de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (FP-CIRGL) à mi-parcours et préavis à la DDC sur une poursuite du projet.

Pourquoi un FP-CIRGL est-il nécessaire ?

La région des Grands Lacs connaît de nombreux problèmes, en particulier

sécuritaires, qui touchent l'ensemble des pays concernés. Il est important que les parlements nationaux soient intégrés au processus de résolution des conflits mené par les gouvernements qui sont organisés autour de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, la CIRGL.

Les structures du FP reposent-elles sur une base solide ? Quelles sont les déficits ?

Le forum a réellement commencé ses



Pierre-François Veillon, membre du Comité de l'AWEPA Suisse

activités en 2001, c'est donc encore « un petit enfant » qu'il faut soutenir. Il doit tout d'abord bénéficier



> d'un secrétariat général, ce qui est fait, et ensuite monter en puissance dans son rôle de moteur de la coopération interparlementaire. Ses déficits actuels sont liés à sa jeunesse: il s'agit principalement de la formation de son personnel sur l'action du forum et du savoir-faire en matière de diplomatie parlementaire.

Le FP-CIRGL a-t-il développé ses capacités (exemples)?

Oui, avec l'engagement d'un secrétaire général et d'une équipe. Et puis le secrétariat a déjà organisé à plusieurs reprises des missions de terrain qui réunissaient des parlementaires de plusieurs pays membres.

Le FP accompagne-t-il la mise en œuvre du Pacte d'une manière satisfaisante?

L'action du forum doit encore s'améliorer pour être un réel partenaire de



propositions à l'attention de la CIRGL.

Est-ce que c'est un bon projet pour la Suisse. Ce soutien suisse est-il efficace?

La Suisse a à cœur la bonne gouvernance et le renforcement des parlements. C'est donc un bon projet qui

s'inscrit de plus dans une volonté de résolutions de problèmes qui touchent toute cette région.

Quel est votre sentiment sur l'avenir du FP-CIRGL face aux défis sécuritaires et de développement actuels?

La situation est difficile dans cette région, voyez ce qui se passe par exemple au Burundi. Je pourrais dire que la dynamique d'un forum n'a jamais été aussi nécessaire.

Qu'est-ce qui vous a le plus impressionné au cours de ce voyage?

Ce que nous ont dit les parlementaires rencontrés: les parlementaires se rencontrent et se parlent, ce qui était inimaginable il y a quelques années en arrière, entre la RDC et le Rwanda par exemple. Il y a là l'ébauche d'un processus qui ne demande qu'à se renforcer. ●

AWEPA Suisse et International

A l'interne

Les élections fédérales ont lieu le 18 octobre. Des changements à la tête du groupe interparlementaire AWEPA se profilent à la fin de la législature.

La présidente de la section suisse de l'AWEPA, *Maja Ingold*, se représente au Conseil national et continuera à diriger la section après sa réélection présumée. Les membres du comité *Pierre-François Veillon*, *Christine Egerszegi* et *Francine John* quittent l'Assemblée nationale. Un chaleureux remerciement leur est adressé ici pour leur engagement! En tant qu'anciens parlementaires, ils sont invités à rester membre de l'AWEPA. Pour le secrétariat, nous sommes à la recherche d'une solution pour la succession de *Therese Frösch*, qui remettra à fin 2015 le secrétariat de l'AWEPA et son mandat de coordinatrice politique et de membre du Council.

Benoît Meyer-Bisch a été durant les quatre dernières années notre chef de projet à la DDC. Depuis le 1er août, il est en fonction au Bénin



Le nouveau Comité exécutif international de l'AWEPA:

Au deuxième rang (de gauche à droite): Egidijus Vareikis (observateur), Alain Destexhe, Petra Bayr (vice-présidente), Henk Jan Ormel. **Au premier rang (de gauche à droite):** Kerstin Lundgren, Maja Ingold, Olivia Mitchell, la Ministre d'Etat Miet Smet (présidente), Tadeusz Iwinski (observateur) et Josep Maldonado i Gili (observateur).

pour la DDC. A lui aussi, un très grand merci pour la bonne collaboration! Le contrat de quatre ans entre l'AWEPA et la DDC est actuellement en phase d'évaluation et de renouvellement.

Le réseau solidaire des parlements entre le Nord et le Sud devient de plus en plus important au fil du temps. La section suisse de l'AWEPA

est convaincue qu'une contribution – certes modeste – peut être apportée à la paix et au processus de bonne gouvernance en Afrique avec les projets qu'elle accompagne et qui sont soutenus par la DDC.

Avec tous mes remerciements et mes meilleurs vœux,

Maja Ingold, présidente du groupe AWEPA/Suisse ●